

2022 : la dette encore au pouvoir ?

La crise de la COVID19 a porté la dette publique de la France de 2 360 à 2 650 milliards d'euros.

Qui va payer ?

Chacun d'entre nous, si nous acceptons ce jeu biaisé. Peut-être directement : plus de taxes et d'impôts, moins d'allocations chômage, de retraite, de remboursements de santé... peut-être indirectement : toujours moins de services publics, moins d'investissements, et la vente de nos fleurons (Alstom, Airbus, les barrages, etc). Sans doute un mélange des deux.

Mais à qui doit-on cette dette ? On ne sait pas. Nous n'avons pas le droit de savoir. Les détenteurs de la dette française sont couverts par l'anonymat depuis 2014.

Ce que l'on sait par contre, c'est que **rien que les intérêts de la dette existante engouffrent plus d'argent public chaque**



HOPITAUX
ARTISANS
SECURITE SOCIALE
AGRICULTEURS
PME-PMI
DEMOCRATIE

année que tout le budget de l'éducation nationale ou de la santé publique. Même les taux très bas ont un prix : renoncer à toute réelle démocratie et plaire à nos créanciers.

Quand il s'agit de l'argent public, le nôtre, nous devons pouvoir décider. Mais ce n'est pas le cas. Pendant que la Banque centrale européenne crée des milliards d'euros pour les marchés financiers, les petites entreprises, l'État, et chacun d'entre nous, devons

faire des courbettes aux banques. **En 1945, la France libre avait décidé du contrôle démocratique de la Banque de France.** Nos représentants l'ont abandonné et nous soumettent « quoi qu'il en coûte » au chantage permanent à l'argent.

Un « quoi qu'il en coûte » dont le triage de nos anciens dans les EHPAD et des malades à l'hôpital n'est qu'un avant-goût.



Mobilisez-vous avec nous pour renverser ce règne de la dette !



- ➔ **Rendre public le nom des détenteurs de la dette** publique française. Il existe déjà une proposition de loi en ce sens, voir sur giletsjaunesconstituants.fr.
- ➔ **Faire un audit de la dette publique** en vue d'annuler sa part illégitime et odieuse.
- ➔ **Fonder une Banque Nationale sous contrôle citoyen** pour émettre du crédit public, hors du carcan de la BCE. Le pouvoir de battre monnaie et d'endetter tout un peuple est trop important pour le laisser entre les mains d'intérêts privés ou de leurs protecteurs.

solidariteetprogres.fr



Page Facebook
Le jour se lève

Groupe Facebook
Mouvement citoyens GJ
Pays Yonnais



ricochets-cvdl@laposte.net



concorde1711.com



lerefractaire.com

legouv.fr



Cercle citoyen de Dieppe

penserlafrance.fr



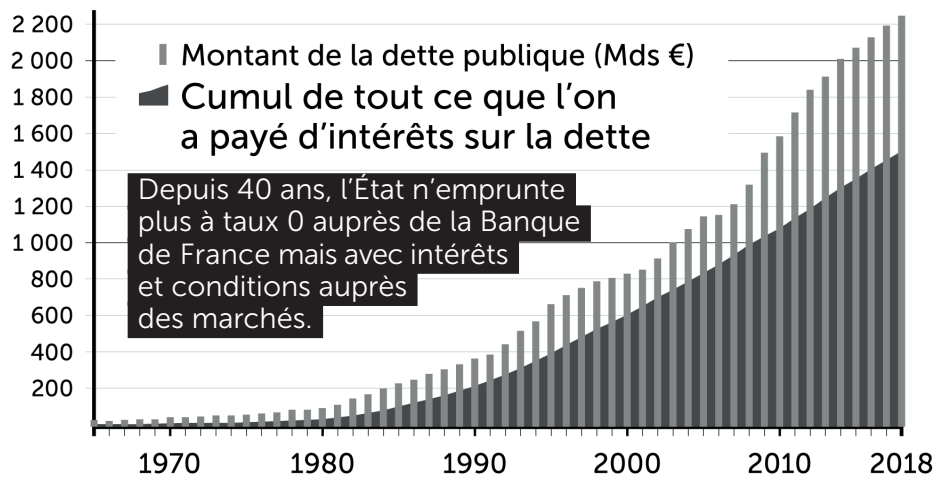
CerclesCitoyens.fr

Vous voulez vraiment comprendre ?

■ Que représente la dette (les intérêts cumulés) dans le budget national ?

□ 4%. Il serait aberrant que la dette pèse plus que les dépenses d'investissements (4,1% du budget, 15,3 milliards d'euros).

□ 10,3%, 38 milliards, 3^e budget de l'Etat après l'éducation et tout juste derrière le budget de la défense (270 000 militaires, la bombe atomique et tout et tout).



■ Si on annule la dette, quelle sera la crédibilité de la France ?

□ Si l'on ne fait qu'annuler la dette, notre crédibilité s'effondrera.

□ Si l'on retrouve une politique d'investissements productifs, nous améliorerons notre crédibilité industrielle, infrastructurelle, éducative et scientifique.

■ Existe-t-il des précédents historiques d'annulation de dettes ?

□ Un cas dans des dizaines de pays. □ Une centaine dans un seul pays.

□ Des centaines dans des dizaines de pays (Allemagne 1953, Irak 2003, etc).

■ Si on annule la dette, n'est-ce pas des gens lambda qui vont en pâtir ?

□ S'il s'agit de perdre 1 pour retrouver 10, c'est tant mieux.

□ Non, les gens lambda n'ont aucun lien avec les marchés financiers.

□ Ce sera surtout les gens lambda, ils placent toute leur fortune en actions et fonds spéculatifs basés dans les Îles Vierges britanniques.

■ Le contrôle public de la planche à billet n'est-t-il pas source d'inflation ?

□ Oui, comme la BCE le fait actuellement avec les marchés financiers, on imprimera de la monnaie pour renflouer toute entreprise non rentable.

□ Non, on sera plus attentif que quiconque à la réelle productivité des projets pour lesquels des crédits seront créés.

■ Aujourd'hui, les taux d'intérêts sont bas. La dette est-elle encore un problème ?

□ Non, et on a bien raison d'imprimer de la monnaie à tout-va pour que les marchés financiers puissent continuer leurs activités.

□ Oui, la dette reste un problème. Les taux bas ont un prix : renoncer à toute réelle démocratie car dans ce système, nos dirigeants sont tenus de mener une politique qui plaît à nos créanciers, à commencer par les restrictions budgétaires imposées par l'UE (art.126 du TFUE).